



Réfugiés égyptiens à Gaza : « Nous avons échappé à une mort certaine »

Isra Namey - Des centaines de réfugiés fuyant le conflit du Sinaï se sont installés à Gaza, où ils vivent d'aumônes.

Rafah, Gaza - Survivant dans une tente délabrée dans le sud de Gaza, Salman Shigan ne peut pas retourner chez lui de l'autre côté de la frontière avec l'Égypte voisine - parce que sa maison n'existe plus...

« Nous nous sommes échappés de la persécution insupportable et de la mort presque certaine aux mains de l'armée égyptienne, au cours de ce qu'ils appellent les 'opérations antiterroristes' contre les groupes djihadistes dans le Sinaï », déclare à Al Jazeera cet homme de 71 ans.

La maison familiale de Shigan dans le nord du Sinaï a été démolie par l'armée égyptienne en 2015, alors que les soldats s'activaient à vider les zones où des combattants armés auraient été cachés.

L'incident a provoqué pour lui une crise cardiaque. Après s'être rétabli partiellement, lui et sa famille - soit 24 enfants et petits-enfants - ont fui vers Gaza à travers un tunnel utilisé par les contrebandiers.

L'armée égyptienne n'a aucunement compensé la famille pour la destruction de sa maison. « Ils nous ont laissé face à un destin inconnu avec nos jeunes enfants ... Maintenant, nous vivons dans des conditions abominables et souffrons énormément de manquer des services de base comme l'eau et de l'électricité », raconte Shigan.

La province du Sinaï de l'Égypte a été ravagée par la violence et l'instabilité depuis que les groupes armés ont intensifié les attaques contre l'armée après le renversement de **Mohamed Morsi**, le premier président démocratiquement élu du pays, en 2013. En réponse, l'armée égyptienne a lancé une campagne militaire massive, qui a entraîné la démolition de centaines de foyers. Pris entre deux feux, des centaines de membres des tribus bédouines ont fui la région pour Gaza.

Le flux de réfugiés du Sinaï a continué dans cette année, beaucoup d'entre eux évoquant comment leurs maisons ont été démolies, leurs proches persécutés et leurs vies détruites. Mais ils ne trouvent pas beaucoup de réconfort dans la bande de Gaza, où un siège israélo-égyptien paralysant a rendu la vie insupportable pour la grande majorité des deux millions d'habitants du territoire.

Adel Abdulrahman, qui joue le rôle de porte-parole des réfugiés égyptiens établis à Gaza, explique à Al Jazeera qu'à ce jour, environ 500 personnes s'étaient installées à Gaza, principalement dans la moitié palestinienne de la ville de Rafah. Ces gens ont subsisté grâce à l'aide de parents ou de dons provenant d'organismes de bienfaisance et humanitaires. Des dizaines de milliers d'autres sont restés au Sinaï.

« La communauté marginalisée des Bédouins du Sinaï est celle qui paie le prix pour [le conflit en cours] », poursuit Abdulrahman. « L'opération égyptienne permanente contre ces combattants ne peut jamais justifier la violation des droits humains des habitants ».



Au moins 500 réfugiés venus d'Égypte se sont installés dans la partie palestinienne de la ville de Rafah - Photo : Isra al-Namey/Al Jazeera

Depuis 2013, dit-il, 30 civils égyptiens ont été tués au Sinaï par l'armée ou les groupes insurgés, et 150 autres ont été blessés.

Aisha Silmi, âgée de 50 ans, est finalement arrivée à Gaza en 2016 après de nombreuses tentatives avortées de franchir la frontière. Après avoir habité pendant trente ans dans la moitié égyptienne de la ville divisée de Rafah, Silmi et sa famille ont été expulsés de leur ville par l'armée égyptienne. Elle se rappelle le jour où un bataillon égyptien a envahi sa maison, terrorisant ses enfants et leur ordonnant de partir.

« Ils ont placé des explosifs aux coins de ma maison et les ont faits sauter à distance par télécommande, devant mes yeux », raconte Silmi à Al Jazeera. « L'épreuve ne s'est pas arrêtée là-bas, ils ont même commencé à poursuivre frénétiquement deux de mes fils, les accusant d'avoir des liens avec les combattants ».

L'armée égyptienne a finalement arrêté deux de ses enfants et les a violemment battus, avant de les relâcher, déclare-t-elle, ajoutant que sa famille a commencé à se préparer à déménager à Gaza peu de temps après. Ils n'ont pas été indemnisés pour leur maison démolie et ont dû repartir de zéro à Gaza. Silmi dit qu'elle vit dans une inquiétude permanente sur le destin de ses parents restés dans le Sinaï.

« J'ai tellement peur pour eux et ce qui peut leur arriver là-bas », dit-elle. « Tous ceux qui voulaient se réfugier à Gaza n'y sont pas parvenus et, malheureusement, beaucoup sont encore bloqués dans le désert ».

Ziad Sarafandi, responsable des affaires de réfugiés à Gaza, a déclaré à Al Jazeera que les Égyptiens qui avaient fui la frontière avaient terriblement besoin d'aide. Son bureau essayait de les aider en assurant des bourses d'études pour leurs enfants afin qu'ils puissent étudier dans les universités locales, ainsi qu'en se coordonnant avec les Nations Unies pour aider à fournir un soutien de base.

« Ces réfugiés ont cherché refuge à Gaza, qui est principalement constitué de réfugiés », explique Sarafandi. « Malgré les mauvaises conditions ici, il est exclu que nous abandonnions nos frères et sœurs égyptiens ».

Les Égyptiens qui ont traversé la frontière disent qu'ils sont continuellement hantés par ce qu'ils ont perdu, alors qu'ils luttent à présent pour survivre dans le territoire sous blocus.

Mohammed – qui s'exprime devant Al Jazeera sous la condition de l'anonymat, craignant des représailles de l'armée égyptienne – explique qu'il avait été obligé de fuir le Sinaï par crainte d'être tué ou blessé dans le conflit en cours.

« Nous avons échappé à une mort certaine. Après que mon fils ait été capturé par l'armée, puis torturé et ait perdu un de ses yeux, j'ai dit à ma famille que nous ne pouvions continuer à vivre ici un jour de plus », raconte Mohammed. « Nous sommes passés à Gaza à travers les tunnels de contrebande. Mes filles et ma femme ont eu très peur en traversant les tunnels. »

« La guerre est si cruelle ... Elle a imprégné l'esprit de mes enfants avec de très mauvais souvenirs et de très mauvaises expériences », ajoute-t-il. « En dépit de notre peine et de ce que nous avons perdu, nous essayons de rester unis et de nous remettre à nouveau sur nos pieds. Mais j'attends le jour où la guerre sera terminée, pour rentrer chez moi et reconstruire ma maison au Sinaï avec ma famille ».

30 juin 2017 - *Al-Jazeera* - Traduction : *Chronique de Palestine*



La Nakba n'a pas commencé et ne s'est pas terminée en 1948

Al-Jazeera - *Faits et chiffres clés sur le nettoyage ethnique de la Palestine.*

Chaque année, le 15 mai, les Palestiniens du monde entier, – soit près de 12,4 millions de personnes – marquent la Nakba de 1948, ou « catastrophe », se référant au [nettoyage ethnique de la Palestine](#) et à la destruction presque totale de la société palestinienne.

L'expérience palestinienne de la dépossession et de la perte d'une patrie remonte à 69 ans cette année.

Ce jour-là, l'État d'Israël a vu le jour. La création d'Israël a été un processus violent qui a entraîné l'expulsion forcée de centaines de milliers de Palestiniens de leur patrie pour établir un État à [majorité juive](#) selon les aspirations du mouvement sioniste.

Entre 1947 et 1949, au moins 750 000 Palestiniens sur une population de 1,9 million ont été transformés en réfugiés, jetés au-delà des frontières de l'État. Les forces sionistes ont conquis par la violence plus de 78% de la Palestine historique, en nettoyant ethniquement et détruisant environ 530 villages et villes et ont tué environ 15 000 Palestiniens dans une série d'atrocités à grande échelle, dont plus de 70 massacres.

Bien que le 15 mai 1948 soit devenu la journée officielle pour commémorer la Nakba, les groupes sionistes armés ont lancé le processus de déplacement forcé des Palestiniens beaucoup plus tôt. En fait, le 15 mai, la moitié du nombre total de réfugiés palestiniens avaient déjà été violemment expulsés de leur pays.

A ce jour, Israël continue d'opprimer et de voler les terres des Palestiniens, quoique d'une manière moins voyante que celle adoptée lors de la Nakba.

Qu'est-ce qui a provoqué la Nakba ?

Les racines de la Nakba découlent de l'émergence du sionisme comme idéologie politique en Europe de l'Est à la fin du XIXe siècle. L'idéologie repose sur la conviction que les juifs représentent une « [nation](#) » – ou une « race » – qui mérite son propre État.

À partir de 1882, des milliers de Juifs d'Europe de l'Est et de Russie commencent à s'installer en Palestine, poussés par la persécution et les pogroms antisémites auxquels ils étaient confrontés dans l'Empire russe, et poussés également par l'attrait du [sionisme](#).

En 1896, le journaliste viennois [Theodor Herzl](#) a publié une brochure qui a été considérée comme la

base idéologique du sionisme politique – Der Judenstaat, ou «L'État juif». Herzl tirait comme conclusion que le remède aux opinions et attaques antisémites vieilles de plusieurs siècles en Europe était la création d'un État juif.

Bien que certains des pionniers du mouvement aient initialement soutenu un État juif en des lieux comme l'Ouganda et l'Argentine, ils ont finalement appelé à la construction d'un État en Palestine sur la base du concept biblique selon quoi la Terre Sainte aurait été « promise » aux Juifs par Dieu.

Dans les années 1880, la communauté des Juifs palestiniens, connue sous le nom de Yishuv, représentait 3% de la population totale. Contrairement aux Juifs sionistes qui arriveront en Palestine plus tard, l'Yishuv d'origine n'aspirait pas à construire un État juif dans la Palestine contemporaine. Après la dissolution de l'Empire ottoman (1517-1914), les Britanniques ont occupé la Palestine dans le cadre du traité secret de [Sykes-Picot](#) de 1916 entre la Grande-Bretagne et la France pour dépecer le Moyen-Orient selon les intérêts impériaux.

Al-Nakba - Épisode 1

En 1917, avant le début du mandat britannique (1920-1947), les Britanniques ont publié la [Déclaration de Balfour](#), promettant d'aider à « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif », promettant ainsi de leur donner un pays qui n'était pas le leur...

Au centre de l'engagement se trouvait Chaim Weizmann, un dirigeant et chimiste sioniste russe vivant en Grande-Bretagne, dont les contributions à l'effort de guerre britannique [1] pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918) lui ont ouvert les portes pour les échelons supérieurs du gouvernement britannique. Weizmann a fait pression pendant plus de deux ans avec l'ancien Premier ministre britannique David Lloyd-George et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Arthur Balfour, pour que la Grande-Bretagne s'engage publiquement à construire une patrie pour les Juifs en Palestine.

En accordant leur soutien aux objectifs sionistes en Palestine, les Britanniques espéraient qu'ils pouvaient obtenir la contribution des importantes populations juives aux États-Unis et en Russie pour l'effort allié pendant la Première Guerre mondiale. Ils ont également cru que la Déclaration de Balfour assurerait leur contrôle sur la Palestine après la guerre.

À partir de 1919, l'immigration sioniste en Palestine, facilitée par les Britanniques, a considérablement augmenté. Weizmann, qui est devenu plus tard le premier président d'Israël, commençait à réaliser son rêve de rendre la Palestine « aussi juive que l'Angleterre est anglaise ». Entre 1922 et 1935, la population juive est passée de 9% à près de 27% de la population totale, expulsant des dizaines de milliers de fermiers palestiniens de leurs terres tandis que les sionistes achetaient la terre de propriétaires éloignés.

Les premiers intellectuels arabes et palestiniens ont publiquement tiré la sonnette d'alarme dans la presse et dès 1908, sur les motifs du mouvement sioniste. Avec l'arrivée des Nazis au pouvoir en Allemagne, en 1933, 30 000 à 60 000 Juifs européens sont arrivés sur les rives de la Palestine entre 1933 et 1936.

En 1936, les Arabes palestiniens ont lancé un soulèvement de masse contre les Britanniques et leur soutien au colonialisme sioniste, connu sous le nom de la [Révolte arabe](#). Les autorités britanniques ont [violemment écrasé la révolte](#), qui a duré jusqu'à 1939. Ils ont détruit au moins 2000 maisons palestiniennes, ont placé 9000 Palestiniens dans des camps de concentration et les ont soumis à des interrogatoires violents, y compris des actes de torture, et expulsé 200 dirigeants nationalistes palestiniens.

À la fin de la révolte, au moins 10% de la population masculine palestinienne avait été soit tuée, soit blessée, soit exilée ou emprisonnée.

Le gouvernement britannique, finalement préoccupé par l'éruption de la violence entre les Palestiniens et les colons sionistes, a tenté de réduire à plusieurs reprises l'immigration des Juifs européens. Les lobbyistes sionistes à Londres ont rendu vains leurs efforts.

En 1944, plusieurs groupes armés sionistes ont déclaré la guerre à la Grande-Bretagne pour avoir tenté de limiter l'immigration juive en Palestine à un moment où les Juifs fuyaient les massacres des communautés juives d'Europe [[Holocauste](#)]. Les organisations paramilitaires sionistes ont lancé un certain nombre d'attaques contre les Britanniques, dont le plus notable était l'attaque à la bombe du King David Hotel en 1946, où se trouvaient les bureaux administratifs britanniques. Quarante-et-une personnes ont été tuées dans l'attaque.

Au début de 1947, le gouvernement britannique a annoncé qu'il abandonnait aux Nations Unies la gestion du chaos qu'il avait généré en Palestine, et a mis fin à son projet colonial. Le 29 novembre 1947, l'ONU a adopté la [Résolution 181](#), recommandant le partage de la Palestine entre deux États, juif et arabe.

À l'époque, les Juifs en Palestine constituaient un tiers de la population et possédaient moins de 6% de la superficie totale. Dans le cadre du plan de partage des Nations Unies, ils se voyaient attribué 55% de la terre, englobant bon nombre des principales villes avec des majorités arabes palestiniennes ainsi que l'important littoral de Haïfa à Jaffa. L'État arabe devait être privé des terres agricoles et des ports maritimes les plus importants, ce qui a amené les Palestiniens à rejeter la proposition.

À la suite de la résolution 181 de l'ONU, une guerre a éclaté entre les Arabes palestiniens et les groupes armés sionistes qui, contrairement aux Palestiniens, avaient acquis un savoir-faire et des armes à profusion aux côtés de la Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les groupes paramilitaires sionistes ont lancé un processus cruel de nettoyage ethnique sous la forme

d'attaques à grande échelle visant à expulser massivement les Palestiniens de leurs villes et villages pour construire l'État juif, ce qui a abouti à la Nakba.



Des Arabes palestiniens quittent la ville portuaire de Jaffa alors que les milices sionistes avancent sur la ville – Photo : Nakba 1948 – archives

Alors que certains idéologues sionistes affirment qu'il n'y a pas de preuve d'un plan directeur systématique pour l'expulsion des Palestiniens pour la création de l'État juif et que leur dépossession était le résultat imprévu de la guerre et de la présence d'une majorité arabe palestinienne dans ce que les dirigeants sionistes voyaient comme leur futur État, la Nakba était l'aboutissement d'un [processus tout à fait déterminé](#).

Pourquoi les Palestiniens commémorent-ils la Nakba le 15 mai ?

Les autorités britanniques d'occupation ont annoncé qu'elles mettraient fin à leur mandat en Palestine à la veille du 15 mai 1948. Huit heures plus tôt, David Ben Gourion, qui est devenu le premier Premier ministre d'Israël, a annoncé à Tel Aviv ce que les dirigeants sionistes ont appelé une déclaration d'indépendance.

Le mandat britannique a pris fin à minuit, et le 15 mai, l'État israélien a vu le jour.

Les Palestiniens ont commémoré d'une manière non officielle leur tragédie nationale de la perte de leur patrie pendant des décennies, mais en 1998, l'ancien président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a déclaré le 15 mai un jour de souvenir national, à l'occasion de la 50e année depuis la Nakba.

Israël célèbre cette même date comme son jour d'indépendance.

Quand le processus de déplacement forcé des Palestiniens a-t-il réellement commencé ?

Bien que le déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres par le projet sioniste ait déjà eu lieu pendant le mandat britannique, les déplacements de masse ont débuté lorsque le plan de partage des Nations Unies a été adopté.

En moins de six mois, de décembre 1947 à mi-mai 1948, des groupes armés sionistes ont expulsé environ 440 000 Palestiniens de 220 villages.

Avant le 15 mai, [certains des massacres les plus infâmes](#) avaient déjà été commis :

- le [massacre de Baldat al-Sheikh](#) le 31 décembre 1947, tuant jusqu'à 70 Palestiniens
- le [massacre de Sa's](#) le 14 février 1948, lorsque 16 maisons ont été explosées et 60 personnes ont perdu la vie
- et le massacre de [Deir Yassin](#) le 9 avril 1948, lorsque environ 110 hommes, femmes et enfants palestiniens ont été abattus.

Combien de Palestiniens ont été expulsés de chez eux ?

Avec l'intervention d'unités des armées égyptiennes, libanaises, syriennes, jordaniennes et irakiennes le 15 mai [2], la guerre arabe-israélienne a été lancée et a duré jusqu'en mars 1949.

Au premier semestre de 1949, au moins 750 000 Palestiniens au total ont été expulsés par la force ou s'étaient enfuis à l'extérieur de leur patrie. Les forces sionistes ont commis environ 223 atrocités jusqu'à la fin 1949, y compris des massacres, des attaques telles que des bombardements de maisons, des pillages, la destruction de biens et des villages entiers.

Quelque 150 000 Palestiniens sont restés dans les régions de Palestine qui sont devenues une partie de l'État israélien. Sur ces 150 000 Palestiniens, environ 30 000 à 40 000 personnes ont été déportées à l'intérieur du pays.

Comme pour les 750 000 personnes expulsées au-delà des frontières du nouvel État, Israël a interdit à ces Palestiniens déportés de rentrer chez eux.

Dans les années qui ont suivi la création d'Israël, l'État a amplifié son nettoyage ethnique systématique. Bien que des accords d'armistice aient été signés avec l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et

le Liban en 1949, l'armée israélienne nouvellement constituée a commis plusieurs autres massacres et campagnes de déplacement forcé.

Par exemple, en 1950, les 2.500 résidents palestiniens restants de la ville de Majdal ont été contraints de partir dans la Bande de Gaza, environ 2.000 habitants de Beer el-Sabe ont été expulsés en Cisjordanie et quelques 2.000 résidents de deux villages du nord ont été emmenés en Syrie.

Au milieu des années 1950, la population palestinienne d'Israël comptait environ 195.000 personnes. Entre 1948 et le milieu des années 1950, environ 30.000 personnes, soit 15 pour cent de la population, ont été expulsées à l'extérieur des frontières du nouvel Etat, selon le groupe de défense des droits des réfugiés BADIL.

La Nakba est-elle terminée ?

Alors que le projet sioniste a réalisé son rêve de créer « une patrie juive » en Palestine en 1948, le processus de nettoyage ethnique et de déplacement des Palestiniens n'a jamais cessé.

Pendant la guerre [israélo-arabe de 1967](#), connue sous le nom de Naksa, ce qui signifie « revers », Israël a occupé les territoires palestiniens restants de Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la Bande de Gaza, et il continue de les occuper aujourd'hui. Alors que dans le cadre du plan de partage de l'ONU, 55% ont été alloués à Israël, aujourd'hui il contrôle plus de [85% de la Palestine](#) historique.



Le mur d'Apartheid – Photo : ActiveStills

La Naksa a entraîné le déplacement de quelques 430.000 Palestiniens, dont la moitié venaient des régions occupées en 1948 et étaient donc deux fois réfugiés. Comme dans la Nakba, les forces israéliennes ont utilisé des tactiques militaires qui violaient les droits internationaux fondamentaux tels que les attaques contre les civils et l'expulsion. La plupart des réfugiés ont fui vers la Jordanie voisine, d'autres sont partis en Egypte et en Syrie.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Les plus de trois millions de Palestiniens vivant en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est sont confrontés à des [démolitions de maisons](#), des [arrestations arbitraires](#) et des déplacements tandis qu'Israël agrandit les 100 colonies juives et vole les terres palestiniennes pour ce faire. La mobilité palestinienne est réduite par les postes de contrôle militaires et le [mur de séparation](#) qui entravent leur capacité à circuler librement.

La Bande de Gaza, où vivent deux millions de Palestiniens, est assiégée par Israël depuis plus d'une décennie, avec un contrôle israélien des espaces aérien, maritime et terrestre. La Bande a également subi trois attaques israéliennes qui ont rendu la région quasiment inhabitable.

En Israël, les 1,8 millions de Palestiniens sont une minorité involontaire dans un État pour les juifs. Les groupes de défense des droits ont recensé une cinquantaine de lois qui les discriminent parce qu'ils ne sont pas juifs, comme celles qui [criminalisent la commémoration de la Nakba](#).

Depuis la création d'Israël, aucune nouvelle ville ou cité palestinienne n'a été construite à l'intérieur de ses frontières, à l'inverse des 600 municipalités juives qui ont été développées, selon Adalah, le centre juridique des droits des minorités arabes en Israël.

Depuis 1948, un million de Palestiniens ont été arrêtés par Israël, selon le Bureau central palestinien des statistiques. De plus, quelques 100.000 maisons palestiniennes ont été démolies (à l'exclusion des guerres de la Nakba ou de Gaza), selon BADIL.

Aujourd'hui, il y a environ 7,98 millions de réfugiés palestiniens et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui n'ont pas pu revenir dans leurs maisons et villages d'origine.

Quelques 6,14 millions d'entre eux sont des réfugiés et leurs descendants au-delà des frontières de l'Etat ; beaucoup vivent dans des conditions qui sont parmi les pires, dans plus de 50 camps de réfugiés gérés par l'ONU dans les pays voisins.

Notes

[1] Comme cela est remarquablement expliqué dans l'excellent ouvrage de Lotfallah Soliman [Pour une Histoire profane de la Palestine](#), Weizman a largement œuvré dans la mise au point des gaz de combat utilisés sur les fronts de la guerre de 1914-18. La Déclaration de Balfour serait, selon Soliman, une sorte de « retour d'ascenseur » pour les crimes de guerre auxquels Weizman a largement

contribué.

[2] Comme expliqué dans l'ouvrage [Résistant en Palestine](#), de [Scribest](#). Visitez son [site personnel](#).

13 septembre 2015 - [Maan News](#) - Traduction : Niha